

# Problèmes théoriques de la dette extérieure et de la dépendance en Amérique latine

Luis Vitale

Texte publié dans la revue *Quatrième Internationale*, n° 26-27, décembre 1987.

L'un des problèmes théoriques posés par le processus d'endettement au niveau international, c'est l'importance qu'ont acquis les phénomènes de la circulation. Jusqu'à une époque récente, les économistes avaient tendance à se limiter aux processus de production, comme si le mode de production se réduisait au binôme forces productives – rapports de productions. Lorsqu'un auteur soulignait l'importance des phénomènes de la circulation, il était presque automatiquement inscrit dans la liste des renégats du matérialisme historique.

Une telle interprétation a été répandue notamment en Union soviétique. En fait, le mode de production inclut aussi les phénomènes de la circulation, de la distribution, de la réalisation et de l'appropriation du produit. Les forces productives et les rapports de production – qui incontestablement constituent la base du processus – ne peuvent être saisis qu'en considérant le processus dans sa totalité. Les auteurs de manuels structuralistes comme Marta Harnecker qui sépare les forces productives des rapports de production nient en dernier analyse la théorie de l'aliénation du travail dans la mesure où ils expliquent que tous les autres facteurs sociaux, y compris l'idéologie, ne se produisent qu'en dehors du processus de production (selon Althusser, « ce sont les structures et non les classes qui font l'histoire »).

L'interaction des différents facteurs de la société – y compris leur rapport avec la nature – ne peut être saisie qu'à la lumière du concept de formation sociale, qui n'est pas seulement une société historique concrète, mais aussi une catégorie théorique qui saisit la totalité d'une façon plus complète que celle de formation économique et sociale. Cette catégorie nous permet d'analyser le rapport dialectique et réciproque entre la structure économique et la superstructure politique, c'est-à-dire l'intervention de l'Etat et de l'idéologie dans la production, distribution, circulation, réalisation, appropriation, et leur rôle dans le processus d'endettement extérieur et de spéculation monétaire.

Malgré les progrès théoriques des dernières décennies, on continue à insister sur le binôme susmentionné. Il suffit de rappeler la polémique sur la nature de la colonisation espagnole et portugaise. Tous ceux qui ont osé contester le caractère féodal de cette colonisation ont été accusés d'être des « théoriciens de la circulation » par ceux qui réduisaient tout au binôme forces productives – rapports de production.

Pour notre part, nous n'avons jamais affirmé que les phénomènes de la circulation étaient décisifs dans un mode de production donné. Mais nous avons attiré l'attention sur le fait que le commerce colonial à l'époque du mercantilisme avait joué un rôle important dans la phase de l'accumulation primitive. Il est évident que les rapports de production ont joué un rôle décisif dans le processus de production colonial, même si ils n'étaient pas féodaux (tout rapport précapitaliste n'est pas nécessairement féodal). Les conditions de reproduction de ces rapports de production en Amérique latine ne dépendaient de chaque colonie, mais du système mercantile international.

La circulation, la commercialisation et la distribution, formant un tout avec la production, se concrétisaient dans le monopole commercial espagnol et portugais par le truchement des bas prix des produits coloniaux et la spéculation sur les produits manufacturés. En d'autres termes, on imposait aux colonies une balance commerciale déficitaire qui exprimait un transfert de valeur et une détérioration des termes de l'échange. Par le monopole commercial et l'usure, la monarchie s'appropriait une plus value qui pour l'essentiel n'était pas réinvestie dans l'appareil de production colonial. Le système de circulation était strictement lié au mercantilisme de l'époque en reflétant la réalisation extérieure du surplus.

Dans l'Amérique latine coloniale, il n'y a pas eu que le capital commercial. Il y a eu aussi un capital investi dans des entreprises minières et agricoles qui ont donné naissance à une classe dominante qui n'était pas que commerciale. Cette classe dominante intervenait aussi au niveau de la production en instaurant des rapports de production fondamentalement précapitalistes. Il y a avait non seulement la circulation de marchandises mais aussi, fondamentalement, production de celles-ci. Si nous avons insisté sur le fait que la production était destinée au marché mondial en formation, ce n'est pas parce que nous estimions que ce fait en lui-même lui donnait un caractère capitaliste, mais parce que l'intégration dans ce marché comportait une dynamique favorisant l'instauration de rapports de production capitalistes embryonnaires.

## ***La colonisation***

La colonisation n'imposa pas un mode de production prépondérant. Il est vrai que nous fûmes intégrés dans le marché mondial, mais cela n'impliqua pas automatiquement l'introduction de rapports de production capitalistes généralisés, même si les principaux centres miniers, base du surproduit colonial, étaient exploités dans le cadre de rapports salariaux et d'une technologie avancée. Il n'y a pas eu non plus une généralisation de rapports de production esclavagistes ou serviles dans toutes les colonies. C'est pourquoi nous estimons qu'à partir de la colonisation jusqu'aux premières décennies de la république, il y a eu une période de transition avec deux phases : l'une coloniale, l'autre républicaine jusqu'à la moitié du siècle dernier. Etant donné les traits spécifiques de ce phénomène, nous proposons la définition de période de transition vers un capitalisme primaire agro-minier exportateur. La spécificité de cette période de transition – par rapport à la transition du féodalisme au capitalisme en Europe, qui fut déterminée par des facteurs internes – réside dans le fait que le processus ne fut pas le résultat d'un passage endogène des cultures préexistantes à la colonisation espagnole et portugaise, mais il fut imposé de l'extérieur.

L'importance du phénomène de la circulation monétaire et de la circulation des marchandises apparut à nouveau dans la deuxième moitié du siècle dernier à l'époque de la consolidation du mode de production capitaliste. Nous avons souligné ailleurs le rôle qu'on joua dans les pays formellement indépendants les prêts extérieurs et les rapports avec l'importation indiscriminée de produits manufacturés européens. A leur tour, les propriétaires fonciers autochtones et la bourgeoisie commerciale agissaient non seulement sur le terrain de la production mais aussi sur celui de la distribution et de la circulation monétaire, en spéculant sur les prêts de l'Etat et les bons de la dette publique intérieure. Le système bancaire, imposé à la majorité des pays latino-américains dans la seconde moitié du XIXe siècle, généralisa un régime de crédit de toute évidence favorable à ces secteurs de la classe dominante.

Les mécanismes de circulation financière et monétaire dans un système capitaliste comme celui de l'Amérique latine ont été caractérisés à l'époque de l'impérialisme par des formes nouvelles. Les prêts étrangers ont comporté le pillage de nos richesses nationales. Dette extérieure, saisie des douanes, armées étrangères, investissements de capitaux, appropriation de matières premières, vente de produits manufacturés constituent des catégories à interaction réciproque de cette totalité que représente la formation sociale latino-américaine du XXe siècle.

Le nouveau type de dépendance, surgi à la suite de l'endettement croissant des dernières décennies, ne laisse subsister aucun doute sur la signification des phénomènes de la circulation aussi bien financière et monétaire que marchande. A l'époque de l'internationalisation du capital, le rapport production, circulation, distribution, réalisation et appropriation devenait encore plus clair. L'internationalisation du capital renforce l'unité du processus dans la mesure où les sociétés multinationales produisent, spéculent sur la monnaie, développent le commerce d'importation et d'exportation, demandent et octroient des crédits, manipulent des prêts, réalisent leurs produits dans toutes les régions du monde et s'approprient aussi bien la plus value des entreprises que les transferts indirects de valeur.

Cette « logique » du capital multinational s'est exprimée pendant la dernière décennie par le modèle exportation – importation que nous avons analysé ailleurs : stimulants à l'industrie d'exportation non traditionnelle et importation des produits manufacturés largement facilitée par la concession de prêts massifs qui changent qualitativement le caractère de la dette extérieure. L'internationalisation des banques a accéléré ce processus de même que la tendance à la « dollarisation » de l'économie mondiale a accéléré cette tendance à la spéculation qui caractérisait les sociétés multinationales déjà depuis des lustres.

Dans les pays semi-coloniaux, les phénomènes de la circulation commerciale et financière ont un rôle spécifique à cause de notre dépendance des centres impérialistes.

### ***Autonomisation monétaire apparente***

A la différence des pays fortement industrialisés, la circulation financière est un terrain décisif pour obtenir des taux de rentabilité élevés qui sont utilisés pour investir non dans le processus de production élargie mais dans le secteur improductif.

L'importance du capital – argent dans le phénomène de l'endettement mondial a amené de nombreux auteurs à pontifier sur l'autonomisation du circuit financier. Il est indéniable que les banques multinationales ont atteint un certain niveau d'autonomie relative avec une dynamique spécifique qui échappe au contrôle des banques centrales. Toujours est-il qu'elles ne cessent et ne cesseront de dépendre du capital monopolistique productif. Justement, leur force réside dans leur rapport intime avec l'internationalisation du capital industriel et financier.

En tous cas, c'est un fait objectif que le terrain de la circulation monétaire a acquis une semi-autonomie relative en renforçant ainsi la tendance parasitaire des monopoles à accentuer la sous utilisation productive des ressources financières. La dette extérieure, dans sa spirale astronomique, a acquis elle aussi une dynamique relativement spécifique dans les pays sous-développés. Pierre Salama a expliqué correctement que le passage d'une économie internationale caractérisé par un excès de liquidité à une économie du crédit avec un déficit de

liquidité a contribué considérablement à autonomiser la dette extérieure par rapport au système productif.

L'argent lui-même n'est pas un capital. Il le devient au moment où soit il est investi dans les moyens de production, soit il achète de la force de travail dans le but de production, ce qui déterminera par la suite le cycle de reproduction élargie. Toutefois, la masse d'argent circulant dans le processus d'endettement mondial a provoqué un flux massif d'argent allant des pays coloniaux aux centres impérialistes et cet argent a été investi pour relancer les économies européennes et nord américaines.

De nombreux économistes ont fourni des chiffres éloquentes pour prouver que par le truchement du paiement de la dette et de la fuite de capitaux, les pays du « tiers monde » ont exporté une quantité d'argent considérablement supérieure à celle que les multinationales ont investi dans ce qu'on appelle la périphérie. Des auteurs comme Michalet ont expliqué qu'il s'agit d'« un impérialisme sans exportation de capitaux » et qu'on pourrait même « renverser la formule de Lénine et définir impérialiste un Etat qui est caractérisé par l'importation de capitaux »<sup>1</sup>. C'est une conclusion incontestablement exagérée qui oublie le lien entre le capital industriel et financier et le capital – argent dans le processus global d'internationalisation et de mondialisation des rapports sociaux de production, des forces productives et des banques. Mais elle reflète l'importance de l'exportation du capital – argent de la « périphérie vers le centre » et son action de frein sur la baisse du taux de profit.

Les théoriciens de l'autonomisation monétaire sont allés plus que Keynes en affirmant que le niveau du taux d'intérêt est déterminé par des facteurs purement monétaires. Il est vrai que, selon Keynes, le capital – argent prêté avait un poids significatif sur le capital industriel. Mais il rappelait quand même qu'il s'agissait d'un capital fictif, expression du pouvoir oppressif du rentier. Cela n'empêche qu'en estompant l'origine réelle de la richesse et la nature des profits bancaires, il ouvrait la voie aux élucubrations de l'école monétariste contemporaine. Les théoriciens de l'économie politique classique et du matérialisme historique ont démontré que le capital – argent, fictif et rentier, ne peut se créer et se développer que sur la base d'une participation à la distribution de la plus value qui est engendrée par le capital productif. En fait, ce qui est accumulé par les banques multinationales, malgré l'autonomisation apparente des crédits mondiaux, constitue un capital rentier.

Le capital-argent – renforcé pendant certaines périodes de l'histoire du capitalisme en sacrifiant des millions de marchandises, comme Marx expliquait dans le 3<sup>e</sup> tome du « Capital » - peut être rayé d'un trait de plume comme il est arrivé lors de l'effondrement bancaire de 1929-1932 (destruction de quantités énormes de papiers-argent, de titres et de crédits). Comme l'explique Chesnais, l'assainissement de la situation fut la condition permettant la reconstruction monétaire à la fin de la Seconde guerre mondiale et surtout la relance d'un processus d'accumulation libéré du poids de dettes énormes<sup>2</sup>. L'impérialisme nord américain a développé un parasitisme financier à l'échelle mondiale qui a dépassé de beaucoup celui de la City de Londres. S'il dépréciait et liquidait les crédits et les autres actifs financiers, il bouleverserait tous les rapports existants.

L'école monétariste dirigée par les Chicago Boys prétend faire du capital-argent un instrument anticyclique. Mais il s'agit d'une lamentable illusion. Comme le souligne, entre autres, Ernest Mandel, les banques d'émission peuvent effectivement favoriser une expansion

---

1 Voir Ch.-A. Michalet, *Le capitalisme mondial*, PUF, Paris, page 199.

2 Voir F. Chesnais, « Algunas observaciones sobre el contexto mundial de la deuda »

du crédit de la part des banques commerciales, mais il ne faut pour autant exagérer l'influence du taux d'intérêt sur la conjoncture économique. En dernière analyse, il est nécessaire que les entrepreneurs exploitent réellement les conditions favorables du crédit qu'on leur offre. S'il existe une crise économique profonde, aucun homme d'affaire n'aura recours à des crédits importants, même si le taux d'intérêt était en dessous de zéro. Seule une diminution du taux d'intérêt allant de pair avec une augmentation du taux de profit réalisée aux frais des salariés représente un stimulant effectif de la production capitaliste.

### ***Le nouvel « apport » à l'accumulation mondiale***

Contrairement à la thèse défendue par des auteurs comme Ciro Cardoso, selon laquelle l'accumulation primitive du capital au début du régime bourgeois aurait eu un caractère purement endogène, d'autres auteurs (Wallerstein, Ernest Mandel, André G. Frank, Perry Anderson et moi-même) ont souligné l'importance du transfert de valeurs du monde colonial vers les métropoles dans le processus d'accumulation primitive du capital. Cette accumulation, qui fut à la base de l'essor industriel en France et en Grande-Bretagne, ne fut pas que le résultat de l'accumulation du capital usurier et commercial, de l'expropriation de la paysannerie, de la séparation du producteur de son produit, de l'extraction de plus-value absolue par l'introduction du travail salarié, du protectionnisme industriel, de la révolution agricole, des inventions et des progrès techniques. Elle fut aussi le résultat de l'importation de métaux précieux et de matière première obtenue par l'exploitation d'une main d'œuvre esclave, indigène et métisse. A la rigueur, une partie substantielle de la révolution industrielle au 18<sup>e</sup> siècle fut financée par l'apport colonial, pas du tout volontaire, provenant d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. C'est le processus de colonisation dans ces trois continents qui fut à l'origine de la division internationale du travail. A l'époque du mercantilisme, l'échange inégal sur la base de valeurs inégales fut un facteur clef de l'accumulation primitive du capital.

L'« apport » de l'Amérique latine à ce processus a été étudié surtout en ce qui concerne l'Europe capitaliste naissante, mais il a été très peu analysé en ce qui concerne les Etats-Unis. Pourtant, il est possible de démontrer que cet apport a été significatif dans la phase d'accumulation primitive du capital aux Etats-Unis aussi. Le processus d'accumulation commença non seulement par la consolidation des colons anglais des Carolines, du Massachussets, de la Pennsylvanie, etc. qui s'adonnaient à l'exploitation agricole, mais aussi à la piraterie, le pillage, la contrebande, le trafic des esclaves et le commerce du miel et du sucre. Le transport de marchandises d'autres pays et colonies contribua également à stimuler l'accumulation. Les navires pirates nord-américains attaquaient les bateaux espagnols chargés de métaux précieux, de sucre, de café et d'autres marchandises, qui naviguaient dans la Caraïbe<sup>3</sup>. Ces actions de piraterie furent si importantes qu'elles constituèrent au 17<sup>e</sup> siècle l'une des entrées principales de richesses des Etats-Unis. André G. Frank a démontré, par ailleurs, que le développement de l'industrie manufacturière aux Etats-Unis au 17<sup>e</sup> siècle ne fut pas déterminé par l'élargissement du marché intérieur, mais fut lié dans une très grande mesure à l'existence de marchés extérieurs. Le marché intérieur était en effet trop étroit et insuffisant pour un essor industriel. Les rares manufactures – fabrications de cordages, voiles,

---

3 Voir José Bénitez, *Las Antillas : colonizacion : azucar y imperialismo*, Casa de las Americas, La Havane, 1977, page 111.

chaussures, etc. et surtout distilleries – produisaient plus pour l’exportation que pour le marché intérieur<sup>4</sup>.

Un autre phénomène qui favorisa le processus d’accumulation fut l’inversion de capitaux dans la Caraïbe et notamment à Cuba. Selon Moreno Fraginals, déjà à partir de 1780 de très importants capitaux nord-américains furent investis dans les raffineries de sucre. Cela veut dire que les investissements de capitaux commencèrent avant la phase impérialiste. En effet, l’Angleterre, la France et les Etats-Unis purent obtenir des surplus significatifs de leurs investissements aux Indes occidentales. Il s’agissait non seulement d’entreprises commerciales, mais aussi d’investissements industriels qui dépassaient ceux qui étaient réalisés à l’intérieur.

La question se pose de savoir dans quelle mesure les investissements de capital financier ne constituent un trait caractéristique qu’à l’époque de l’impérialisme. Tout le monde sait que le capitalisme fit un saut qualitatif vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Mais l’un des traits propres de cette nouvelle étape – l’exportation de capitaux – s’était déjà dessiné depuis un siècle au moins. Les investissements considérables de l’Angleterre, de la France, de la Hollande et des Etats-Unis dans les plantations de la Caraïbe au cours du 17<sup>e</sup> siècle et jusqu’à la première moitié du 18<sup>e</sup> siècle furent réalisées dans le secteur de la production en ayant donc des traits proto-impérialistes. L’« apport » de l’Amérique latine à l’accumulation capitaliste européenne et nord-américaine au 19<sup>e</sup> siècle fut assuré par le truchement de l’échange inégal de produits, de mécanismes financiers comme les prêts dont nous avons parlé, du contrôle sur la commercialisation et les transports maritimes et terrestres. Mais une partie substantielle de la plus-value restait aux mains des capitalistes indigènes du fait que les richesses nationales leur appartenaient encore. Cette spécificité de la dépendance au siècle dernier est la clef qui permet de comprendre le développement relativement endogène du capitalisme primaire exportateur latino-américain.

Un nouveau type de « contribution » à l’accumulation des métropoles apparut à partir de la phase impérialiste. Les richesses nationales déjà exploitées ou susceptibles d’être exploitées passèrent dans les mains du capital monopolistique qui réussit à extraire une masse incalculable de plus-value. En même temps, nos pays transféraient du capital à l’extérieur par le biais de l’échange inégal et du service de la dette extérieure.

Cet « apport » de l’Amérique latine à l’accumulation nord-américaine et européenne acquiert des traits nouveaux, aussi bien quantitativement que qualitativement, dans la décennie 1975-1985 à la suite de l’aggravation de l’endettement extérieur. En effet, le service de la dette extérieure et le transfert des bénéfices des multinationales à leurs pays d’origine, une spéculation monétaire sans précédent dans l’histoire et la fuite sans précédent de capitaux de la bourgeoisie indigène ont impulsé plus que dans le passé l’économie nord-américaine et européenne. Sans cet « apport » le capitalisme des pays métropolitains n’aurait pas pu réaliser si rapidement ses trois révolutions industrielles. Il n’aurait pas non plus surmonté ses crises et ses récessions sans l’exploitation de son propre prolétariat et celle des peuples asiatiques, africains et latino-américains.

## ***Les fonctions de l’Etat contemporain***

---

4 André G. Franck, *Accumulacion dependiente y subdesarollo*, Era, Mexico, page 77.

Malgré les changements qui se sont produits au cours des 50 dernières années, l'Etat reste l'instrument institutionnel décisif qui garantit le système de domination de la bourgeoisie, légitime l'oppression par une minorité et soude ensemble toutes les autres couches sociales en s'efforçant d'amortir les contradictions entre les classes et au sein des classes. L'unité de la bourgeoisie dans l'Etat est une unité contradictoire qui organise la concurrence entre les capitalistes et en même temps s'efforce d'intégrer les classes exploitées par le truchement de l'idéologie bourgeoise, comme l'ont souligné à juste titre Lukacs et Gramsci.

Les nouvelles fonctions de l'Etat ont amené certains auteurs à pontifier sur une autonomie croissante de celui-ci. Il existe une semi-autonomie croissante de celui-ci. Il existe une semi-autonomie surtout sur le terrain politique et en ce qui concerne des institutions comme le Parlement. Mais il ne s'agit pas d'autonomie par rapport aux secteurs des classes dominantes. L'Etat ne joue aucunement un rôle d'arbitre entre les classes. Sa semi-autonomie relative a pour but d'accomplir les tâches générales de reproduction sociale que les capitalistes, pris séparément ne peuvent pas accomplir (gestion de l'éducation, de la santé, des transports, de la construction, etc.).

Avant les années soixante dix, l'Etat investissait dans des entreprises qui produisaient surtout des biens d'équipement et dans des industries de base comme l'acier ; et ce dans le but d'assurer des produits bon marché à des entreprises privées aussi bien nationales qu'étrangères. De tels investissements n'ont pas cessé. Mais maintenant, l'Etat s'est chargé également de l'organisation et de l'administration d'entreprises rentables comme les industries d'exportations non-traditionnelles (pétrochimie, électronique, industrie mécanique, etc.).

A la suite de l'expansion des entreprises multinationales, par ailleurs, le lien entre celles-ci et les états latino-américains est devenu de plus en plus étroit. Les multinationales exigent que les Etats latino-américains se transforment afin qu'ils soient déterminés le moins possible par les engagements électoraux et qu'ils s'efforcent de faciliter les opérations du capital multinational associé aux entreprises privées indigènes et surtout au capital de l'Etat.

Avec l'influence décisive des multinationales dans l'industrie latino-américaine, on peut dire qu'on est passés de la phase de substitution de certaines importations à celle de l'industrialisation par l'internationalisation du marché intérieur où un rôle important est joué par le capital de l'Etat associé au capital monopolistique.

L'Etat a acquis un rôle décisif aussi sur le terrain financier et dans le processus d'endettement extérieur. Désormais, il n'accomplit pas que des tâches liées à l'émission de la monnaie et à la concession de crédits par l'intermédiaire de la Banque centrale. Il spéculé également sur les devises fortes, il dévalue et réévalue de son propre gré la monnaie nationale en favorisant le plus souvent les intérêts du secteur de la classe dominante qui détient le pouvoir. Il contrôle et parfois il nationalise des entreprises financières ou il constitue des sociétés mixtes. Le capital-argent ou la capital monétaire, manié par l'Etat, contribue au processus d'accumulation capitaliste et détermine le cycle de redistribution du revenu.

L'Etat a une influence déterminante sur le circuit de la dette extérieure. Il négocie les prêts et au cours de la dernière décennie il a pris en charge les prêts concédés aux entreprises privées indigènes. Il est donc le seul garant devant les banques multinationales. En tant qu'expression de la domination de classe, il capte et il distribue les prêts étrangers en favorisant les secteurs

les plus importants de la bourgeoisie. Il exerce ainsi la fonction de débiteur extérieur et de créancier intérieur.

Ce rôle nouveau de l'Etat a amené des auteurs et des hommes politiques à affirmer que nous avons assisté à la naissance d'un capitalisme d'Etat latino-américain. D'après nous, le capitalisme n'a pas de nom. Il est un mode de production unique et indivisible, indépendamment de la distinction entre capitalisme d'Etat et capitalisme privé. En effet, sous la domination capitaliste, le capital de l'Etat est toujours au service de l'accumulation capitaliste privée. Cela est vrai aussi pour les Etats latino-américains où il existe effectivement un capital d'Etat important, mais ce capital est associé aux multinationales dans des industries d'exportation non traditionnelles.

Au cours de la dernière décennie, on a pontifié aussi sur l'existence d'un capitalisme monopolistique d'Etat. Une telle définition, qui est erronée en ce qui concerne les pays industrialisés, devient une véritable tromperie dans le cas des pays semi coloniaux. Si l'Etat n'exprimait que les intérêts du capital monopolistique, il cesserait d'accomplir son rôle de représentant des différents secteurs de la classe dominante et de médiateur de leurs conflits en perdant sa légitimité aux yeux des secteurs bourgeois non monopolistiques. Le fait qu'un gouvernement donné favorise les intérêts du capital monopolistique et que ce secteur devienne hégémonique n'autorise pas à conclure que nous sommes en présence d'un capitalisme monopolistique d'Etat. Une telle caractérisation comporterait le rejet de la théorie de l'Etat selon laquelle celui-ci représente les secteurs de la classe dominante dans leur ensemble. Bref, il n'existe pas de « capitalisme d'Etat », distinct du capitalisme. Ce qui existe, c'est une différence entre le capitalisme du libre échange au XIXe siècle et le capitalisme actuel où l'Etat intervient uniquement sur le terrain économique.

### ***Le nouveau caractère de la dépendance***

Le saut quantitatif et qualitatif de la dette extérieure, qui en fait hypothèque l'avenir de nos pays, a provoqué un changement significatif dans le caractère de la dépendance. A l'endettement qui renforce notre dépendance sous une forme nouvelle à l'égard du capital multinational s'ajoute maintenant l'aliénation d'une grande partie de nos richesses au profit du capital monopolistique étranger depuis la fin du XIXe siècle. Avant d'insister sur la spécificité de cette nouvelle forme de dépendance, nous estimons utile d'évoquer le concept de dépendance. Ce concept, qui avait été utilisé par les classiques du marxisme et notamment par Lénine pour indiquer les liens de subordination des colonies et des semi colonies par rapport aux métropoles, est devenu populaire dans les années '60. Il a été et est employé par les courants les plus disparates de la pensée latino-américaine. D'un côté il y a les « desarrollistas » comme Sunkel, Pinto, Prebisch et plus généralement les gens de la CEPAL<sup>5</sup>, qui voudraient changer le système de l'intérieur par des plans illusoire d'inspiration nationaliste, de l'autre il y a ceux qui préconisent un changement révolutionnaire par une révolution socialiste comme André G. Frank et Anibal Quijano. Il serait donc injuste d'ignorer les différences profondes qui existent et mettre dans le même sac tous les partisans de la théorie de la dépendance.

---

5 Comisión Económica para América Latina (Commission économique pour l'Amérique latine).



En réalité, la dépendance n'est pas une théorie, comme certains l'ont prétendu, mais une catégorie analytique. Elle est utile pour analyser une partie de l'histoire latino-américaine, notamment celle qui commence avec la colonisation espagnole et portugaise. Il faut l'appliquer en tenant compte des spécificités de chaque région ou de chaque pays à une époque donnée. A cette condition, elle peut enrichir et a enrichi effectivement la théorie de l'impérialisme.

On a beaucoup écrit sur cette théorie à partir de Hobson et de Hilferding, mais on s'est placé le plus souvent du point de vue des métropoles. Même si des auteurs comme Sweezy, Mandel, G. Frank, et d'autres, ont apporté des contributions nouvelles, l'étude des mécanismes économiques et politiques dont ont souffert et souffrent les pays opprimés reste insuffisante. Lénine lui-même n'a pas analysé le problème en profondeur, à l'exception des remarques et surtout des jugements politiques qu'il a exprimés lors des discussions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste.

C'est incontestablement Rosa Luxemburg qui a abordé le plus profondément cette problématique. Au-delà de ses analyses contestées sur la réalisation de la plus-value et le développement capitaliste dans les pays hautement industrialisés, nous sommes surtout intéressés à celles de ses contributions qui nous aident à comprendre le fonctionnement des économies de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie. Elle a indiqué en toute clarté les objectifs du capital monopolistique dans les pays coloniaux et semi coloniaux : contrôle des matières premières essentielles, exploitation de la main d'œuvre bon marché par l'abolition des communautés aborigènes, intégration de certains rapports précapitalistes dans le système capitaliste mondial de façon qu'il soit fonctionnel dans ce système, vente indiscriminée de produits manufacturés afin d'asphyxier les entreprises artisanales indigènes, extension du capitalisme aux régions à économies naturelles par l'introduction du chemin de fer et d'autres moyens de transport modernes pour généraliser l'économie de marché.

Il faut libérer la théorie de la dépendance de l'idéologie de certains auteurs, laisser de côté la méthode structuraliste fonctionnaliste. Le concept de la dualité du centre et de la périphérie et surtout surmonter les omissions concernant le processus de la lutte de classe à l'intérieur de chaque région ou chaque pays. Le concept centre-périphérie est de moins en moins valable face à une « rationalité » capitaliste qui préfère transférer les entreprises d'un certain type et notamment les entreprises polluantes et électroniques du centre vers ce qu'on appelle la périphérie.

Certains théoriciens de la dépendance ont développé des analyses unilatérales en mettant l'accent sur le caractère exogène de notre économie au détriment de l'étude des rapports de production et de la lutte des classes. Le résultat a été une polémique nébuleuse sur le rôle des facteurs extérieurs et des facteurs intérieurs, ce qui a empêché de voir que les uns et les autres font partie d'un même processus qui se produit évidemment dans chaque région avec des manifestations différentes de la lutte des classes. Les phénomènes extérieurs ce sont intégrés, en s'y adaptant, aux processus extérieurs qui, après tout, se produisaient dans des formations socialistes qui faisaient partie du système capitaliste mondial. La dépendance est justement l'expression de la subordination aux métropoles sur la base de rapports de production divers dont l'étude a été négligée par la majorité des idéologues concernés. Les rapports de dépendance se sont exprimés aussi bien par l'oppression coloniale et ethnique que par l'exploitation de classe.

De leur côté, ceux qui ont critiqué cette « théorie », en centrant leur analyse sur la production dans le but de traiter de « circulacionistas » (partisans d'une théorie axée sur la circulation, NdT) certains auteurs, ont adopté une nouvelle forme de « réductionnisme » qui prétend interpréter l'histoire sur la base d'une surestimation des rapports de production. Au « réductionnisme » des idéologues de la dépendance, ils ont opposé un « réductionnisme » qui réduit tout au mode de production. Leur œuvre créatrice n'est pas allée au-delà des recommandations de méthode pour la définition d'un mode de production et ainsi on n'a pas progressé d'un centimètre dans l'analyse concrète des formations sociales latino-américaines.

L'Amérique latine a été dépendante à partir de la colonisation portugaise et espagnole. Mais il ne suffit pas d'expliquer que notre continent a toujours été dépendant. Une telle généralisation ne peut avoir un contenu concret que dans la mesure où on précise les traits spécifiques et les changements qualitatifs qui se sont produits aux différentes étapes de l'histoire latino-américaine. Or, ces différentes étapes sont marquées par des « situations de dépendance » distinctes.

En tous cas, toute analyse doit partir de l'idée que depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, l'Amérique latine a fait partie d'un système mondial et qu'elle est devenue clairement capitaliste à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Si on n'aborde pas cette totalité dans son ensemble, on ne peut comprendre ni le processus d'accumulation ni les traits spécifiques de la dépendance de l'Amérique latine coloniale. Il faut dépasser la polémique sans intérêt par laquelle on oppose les facteurs extérieurs aux facteurs intérieurs et la critique que ceux qui réduisent tout au mode de production adressent à ces prétendus « circulacionistas » qui, comme André G. Frank, se sont efforcés de mettre l'accent sur la totalité de l'histoire mondiale et de surmonter des critères régionaux et locaux. Le processus latino-américain de production, de circulation et de réalisation, a été un tout unique, intégré au marché mondial en formation. Il est possible de séparer les rapports de production des formes historiques concrètes de circulation et de réalisation du capital sous peine d'analyser abstraitement les formes du servage, de l'esclavage et du salariat comme si elles correspondaient à des structures semblables à toutes les époques. En même temps, il ne suffit pas de souligner que l'Amérique latine produisait pour le marché extérieur, mais il est essentiel d'examiner également quelles étaient les rapports de production existants.

Mettre l'accent sur le fait que tout se réduit à l'exploitation par le truchement du marché mondial, comme si celui était un « deus ex machina », a amené à surestimer l'importance de l'échange inégal alors que l'essentiel était l'extraction de plus-value réalisée aussi bien par les capitalistes indigènes que par les étrangers. Il ne suffit pas d'expliquer comment la valeur est transférée à l'extérieur ; il faut surtout analyser le processus de sa réalisation dans un pays dépendant.

Cette négligence analytique a empêché de comprendre les phénomènes d'accumulation à l'intérieur de chaque pays. Obnubilés par le transfert du surplus qui, incontestablement, a contribué à l'accumulation primitive capitaliste à l'échelle mondiale, des théoriciens de la dépendance ont commis la grave erreur de sous-estimer le processus d'accumulation primitive qui a eu lieu en Amérique latine à l'époque de la colonie et notamment au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles et qui a permis la formation d'une bourgeoisie directement liée à la production. Cette erreur est la conséquence d'une utilisation abusive du binôme métropole-satellite qui estompé l'analyse spécifique des classes dans chacun de nos pays et le fonctionnement concret des rapports de production. Les processus de lutte de classe en Amérique latine ne sont pas qu'un reflet du rapport métropole-satellite. Ils sont le résultat d'une dynamique sociale qui oppose

les travailleurs aux patrons aussi bien indigènes qu'étrangers. Il ne s'agit pas d'un affrontement entre « structures dominantes » et « structures dominées », mais d'un affrontement entre les classes.

Il faut éviter une approche unilatérale de la dépendance qui se place uniquement sous l'angle du pays colonisateur. A l'exception de l'époque coloniale, la dépendance a été le résultat d'un pacte néocolonial entre le capitalisme européen (ensuite nord-américain) et les classes dominantes indigènes, qui étaient intéressées à continuer d'exploiter une économie primaire d'exploitation. Il va de soi que les capitalistes des métropoles en ont tiré le plus de bénéfices : ils ont imposé les règles du jeu en ce qui concerne le prix des matières premières et les produits manufacturés, en éliminant toute possibilité de formation d'une industrie nationale (la bourgeoisie indigène n'était pas intéressée non plus à cette formation). L'Etat-nation a servi lui aussi à reproduire les différentes manifestations de la dépendance. Cette dialectique de la dépendance met en relief le rapport étroit entre exploiters nationaux et exploiters étrangers de même qu'elle explique les phénomènes de la lutte de classes et l'interaction entre tâches anti-impérialistes et tâches anticapitalistes.

Le concept de dépendance structurelle exprime la subordination profonde de notre Amérique aux métropoles. En même temps, il souligne que l'oppression colonialiste fut et reste nécessaire au développement du capitalisme européen et nord-américain lui-même. L'intégration de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie au marché mondial n'a pas été une anomalie du système capitaliste mais a fait partie intrinsèquement de la dynamique de son développement. Un mode de production capitaliste non contaminé par des formes précapitalistes et des économies coloniales n'a jamais existé. La dialectique de la dépendance indique l'interpénétration de la métropole dominante et du pays dominé. L'un a besoin de l'autre, même si le pays oppresseur prédomine toujours. Il n'y a pas eu un rapport de causalité extérieure entre les métropoles et les « satellites ». Il y a une interdépendance intrinsèque qui permet l'extraction de plus-value dans les pays opprimés.

Il nous semble qu'il est peu rigoureux d'utiliser le concept « mode de production capitaliste dépendant » parce qu'une telle utilisation présuppose l'existence d'un mode de production capitaliste différent. Le mode de production capitaliste est un, point à la ligne. Il y a un caractère mondial univoque qui réside dans le fait que les pays impérialistes exploitent les pays coloniaux et semi coloniaux.

La majorité des théoriciens de la dépendance met l'accent d'une façon trop unilatérale sur le facteur économique. Nous estimons que l'analyse de l'aliénation économique de nos pays doit être combinée à l'analyse de la dépendance semi coloniale dans ses manifestations politiques et culturelles. L'étude du processus de dépendance politique est essentielle pour l'élaboration d'une stratégie correcte.

La dépendance politique n'est pas le produit d'un rapport mécanique entre infrastructure et superstructure, mais comporte des manifestations multiples. L'une de ces manifestations découle d'un rapport dialectique entre les investissements du capital monopolistique et la politique économique des gouvernements des pays opprimés avec la médiation des prêts, des privilèges douaniers, des travaux d'infrastructure, des affaires communes et de l'influence exercée par ces affaires sur la bourgeoisie indigène. Une deuxième manifestation, qui est plus profonde, est caractérisée par des interventions militaires directes de l'impérialisme (Cuba au début du XX<sup>e</sup> siècle, Porto Rico, la République Dominicaine, Haïti, Nicaragua et dernièrement Grenade). Par ailleurs, les pays latino-américains ont soufferts d'un processus

d'aliénation politique par l'existence de pactes militaires ou d'organismes supranationaux tels que la OEA qui ont imposé des politiques semi-coloniales.

Il est important d'analyser également les processus de double dépendance, c'est-à-dire le cas de pays qui ont fait l'expérience d'une dépendance coloniale et en même temps de la dépendance économique à l'égard d'une autre métropole (Cuba, Porto Rico, Brésil, etc.). Le Paraguay du début du XX<sup>e</sup> siècle est un cas particulier de double dépendance dans la mesure où l'Argentine exerça sur lui une domination indiscutable avec la Grande-Bretagne par le truchement d'investissements dans l'exploitation du bois.

Il ne suffit pas de dire que l'Amérique latine a été dépendante. Il faut signaler avant tout les traits spécifiques des différentes étapes du processus historique de cette dépendance. Tout d'abord, il faut rappeler que pour la plupart de notre histoire, marquée par les cultures aborigènes, nous ne fûmes ni dépendants, ni sous-développés. La première phase de la dépendance commença avec la colonisation espagnole et portugaise. Après la rupture du lien colonial à partir de 1810 s'ouvre une nouvelle étape de dépendance caractérisée par la subordination au marché mondial et au service de la dette extérieure alors que les richesses nationales restaient aux mains de la classe dominante indigène. La troisième étape commença avec l'époque de l'impérialisme, lorsque le capital monopolistique s'appropriâ nos matières premières, les banques, les moyens de transport et de communication. Les pays d'Amérique latine devinrent ainsi des semi-colonies, d'abord britanniques, ensuite nord-américaines (les pays d'Amérique centrale et de la Caraïbes étaient déjà des semi-colonies nord-américaines depuis 1880 environs).

Le concept de semi-colonie, que la majorité des auteurs dédaigne permet de préciser la transformation qualitative qui s'est produite dans les formations sociales latino-américaines depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais c'est dans les années trente que s'ouvre une quatrième phase, marquée par l'hégémonie des Etats-Unis. Cette dépendance semi-coloniale s'accroît dans la décennie 1975-1985 avec la croissance exponentielle de la dette extérieure.

Les théoriciens de la dépendance ont laissé de côté le concept de pays semi-coloniaux utilisé par Lénine. Celui-ci distingue deux types de pays opprimés : coloniaux et semi-coloniaux. A la suite des développements des dernières décennies en Asie et en Afrique, on pourrait ajouter la catégorie des pays néo-coloniaux, c'est-à-dire des pays qui ont acquis l'indépendance politique formelle, alors que leur économie reste contrôlée par le capital financier étranger et il existe des pactes politiques comme celui de la SEATO en Asie.

Nous estimons qu'il faut privilégier la définition de Lénine. Le concept de semi-colonial, qui s'applique évidemment à nos pays, donne une idée concrète de la dépendance. Par ailleurs, au lieu de parler de pays sous-développés, il est préférable d'indiquer que nos pays connaissent un développement capitaliste arriéré, inégal et combiné dans le cadre de cette unité contradictoire que constitue la société dans son ensemble. Tout processus implique un développement, fut-il en retard ou en avance. Il existe, par exemple, des pays capitalistes dits sous-développés comme la Colombie et en même temps des pays en transition vers le socialisme, comme la Corée du Nord, qui pourraient aussi être présentés comme sous-développés. Ce qui caractérise ces pays, ce n'est pas le degré de « sous-développement » mais le fait que l'un (la Colombie) est un Etat bourgeois et l'autre (la Corée du Nord) est en transition vers le socialisme. Il faut avant tout définir la nature fondamentale d'un pays et ensuite préciser son degré de sous-développement.

Finalement, le fait de souligner le développement capitaliste de l'Amérique latine a amené souvent à minimiser l'importance du retard de son économie agricole. Il était juste de polémiquer contre ceux qui expliquaient que nos pays étaient féodaux ou semi-féodaux et cette polémique a permis de faire des progrès considérables dans l'analyse de la réalité latino-américaine. Mais le fait que le mode de production prépondérant est capitaliste n'exclut pas la survivance de certaines formes de production précapitalistes que la bourgeoisie a intérêt à maintenir en les intégrant dans son système. Rosa Luxemburg avait déjà expliquée la signification de ce phénomène.

### **Développement inégal et combiné**

La théorie du développement inégal, formulée par Lénine et complétée par Trotsky qui y a ajouté le concept de développement « combiné », a acquis une importance beaucoup plus grande au cours des dernières années. En effet, la technologie la plus avancée provenant des entreprises multinationales a été introduite dans l'industrie des pays semi-coloniaux alors que certains secteurs de l'économie agricole et même de l'économie urbaine continuent d'être arriérés. Mais nous estimons que la théorie du développement inégal et combiné pourrait être enrichie en y ajoutant les catégories de développement « articulé », « spécifique-différencié » et « multilinéaire ».

Le concept de développement articulé permet d'enrichir l'interaction dialectique entre développement inégal et développement combiné dans la mesure où il supprime toute idée de coexistence et de dualité entre ce qui est moderne et ce qui est arriéré. Il renforce en même temps l'apport de Rosa Luxemburg en soulignant que tous les rapports de production sont intégrés et subordonnés au mode de production prépondérant. Dans sa complémentarité par rapport à la catégorie du développement inégal et combiné, il permet aussi de mieux apprécier l'interpénétration des différentes formes d'intégration des rapports de production dans l'économie mondiale, surtout à l'époque de l'universalisation du système capitaliste, de même que les phénomènes de diffusion de la culture qui, au-delà de leurs apparences, représentent des éléments actifs dans la dynamique intérieure des sociétés.

La catégorie d'unité du processus historique doit se combiner méthodologiquement aux concepts de diversité et de développement inégale, articulé, combiné, et spécifique-différencié. Cela est d'autant plus nécessaire que ceux qui font l'apologie de l'idée de progrès et des épigones du marxisme ont présentés tout phénomène qui ne correspondait pas à une conception étroite d'unité historique comme quelque chose d'exceptionnel et d'anormal, la normalité étant représentée par l'évolution de l'Europe occidentale. A la rigueur, on peut dire qu'il n'y a pas d'unité sans diversité de même qu'il n'y a pas de tendances générales sans spécificité. Ces spécificités ne constituent pas un simple complément du développement global de la formation sociale capitaliste mondiale, mais elles sont le résultat de ce développement au niveau local. Elles sont l'expression concrète des différentes formations sociales nationales.

Le caractère spécifique-différencié des peuples nous permet de comprendre plus précisément le développement multilinéaire de l'histoire, qui a été étudiée jusqu'à une époque récente sur la base d'un schéma unilinéaire des positivistes et des dogmatiques. Ceux-ci prétendaient imposer à toutes les sociétés la séquence communisme primitif – esclavage – féodalisme – capitalisme. Mais une application rigide du concept de développement multilinéaire amènerait à nier les tendances générales de l'époque contemporaine et à adopter une espèce de « relativisme culturel ». Il faut ajouter que, par ailleurs, ces considérations sont valables aussi

pour le processus de transition au socialisme, qui est lui aussi caractérisé par un développement inégal, combiné et spécifique-différencié comme le démontre les expériences de l'URSS, de la Chine, de l'Indochine, de la Corée du Nord, de l'Europe orientale, de Cuba et, plus récemment, du Nicaragua. Pour synthétiser : l'Amérique latine est un continent semi-colonial (en tant que catégorie concrète par rapport au degré de dépendance à l'égard de l'indépendance) caractérisée par un développement capitaliste arriéré, inégal, articulé et spécifique-différencié. Malgré leur arriération, la majorité de nos pays ne sont pas agricoles mais urbains : dans certains cas, ils sont industriels-urbains et dans d'autres industriels-urbains-miniers. Certains pays d'Amérique centrale dans lesquels l'économie des plantations prédomine constituent des exceptions.

Les quatre phases de la dépendance que nous avons signalées ont été suivies par une nouvelle phase à la suite de la croissance exponentielle de la dette extérieure. Les banques multinationales et les Etats impérialistes qui contrôlent les instituts mondiaux chargés de consolider les prêts ont réussi, grâce à la complicité des classes dominantes indigènes, à nous subordonner au système de crédit mondial qui impose sa propre loi de la jungle découlant de la « logique » du capital.

C'est un fait objectif que la dépendance actuelle des pays latino-américains ne se réduit plus à l'échange inégal, au contrôle de nos matières premières et industries, mais s'exprime aussi par l'aliénation des monnaies nationales asservies à une économie mondiale « dollarisée » et par une dette fabuleuse qui compromet la souveraineté nationale, en hypothéquant indéfiniment les exportations et les richesses de pays endettés. Actuellement, le capitalisme multinational accapare plus de dollars par le service de la dette extérieure que par le transfert des profits provenant du secteur productif.

Cette nouvelle forme de dépendance a plusieurs conséquences politiques. Elle augmente le chantage et la pression du gouvernement des Etats-Unis qui, sous prétexte que la dette n'est pas remboursée, exige une livraison plus grande de nos richesses et un soutien inconditionnel redoublé à sa politique internationale. Les courants les plus pro-impérialistes sont favorables à un accord avec les multinationales. D'autres courants, qui reflètent une renaissance des tendances nationalistes, estiment qu'il faut négocier en partant de positions de force et prônent même un moratoire ou une suspension des paiements. Ils critiquent de différentes manières l'impérialisme des Etats-Unis mais cachent, consciemment ou inconsciemment, les responsabilités de la classe dominante indigène dans le processus d'endettement.

La « théorie de la dépendance », qui était du moins partiellement en recul, est maintenant relancée. Son but est de mettre l'accent sur la dualité centre-périphérie et la critique du capital monopolistique étranger en estompant les contradictions de classe à l'intérieur alors qu'il s'agit de combiner lutte anti-impérialiste et lutte anticapitaliste. Toute stratégie étapiste et gradualiste qui prétend imposer des médiations aux revendications spécifiques et immédiates des ouvriers, des paysans, des masses des bidons villes, des communautés indigènes, des femmes, etc. est non seulement insuffisante mais carrément pro-capitaliste dans la mesure où elle ne comprend pas que la libération nationale et le changement social révolutionnaire constituent un processus unique, ininterrompu et permanent.

Finalement, le processus d'endettement, qui donne une nouvelle dimension à la question nationale, impose au mouvement ouvrier et aux révolutionnaires des tâches nouvelles. Aux revendications traditionnelles de nationalisation des compagnies étrangères et de rupture de tous les pactes économiques et militaires qui vont à l'encontre de la souveraineté nationale, il

faut ajouter une nouvelle revendication anti-impérialiste : non paiement de la dette extérieure ou n'importe quelle autre revendication qui implique la rupture des chaînes semi-coloniales séculaires.

Le problème énorme de la dette extérieure au cours de la dernière décennie a stimulé des réflexions théoriques importantes. Toutefois, il n'y a pas encore de théorie de l'économie politique latino-américaine qui explique les spécificités de notre sous-continent. De même que nous n'avons pas une théorie de l'histoire de nos sociétés, de leurs phases de transition, des particularités du rapport entre ethnie et classe dans les pays indo-afro-latins, des modes de production particuliers et des formations sociales particulières, de l'origine et du développement des classes, de la conscience de classe, de la spécificité de notre lutte de classe, de la formation et du développement de l'Etat national, nous n'avons pas non plus une économie politique qui analyse le développement d'ensemble en Amérique latine et notamment l'importance de la dette extérieure comme facteur d'aliénation de la souveraineté nationale.

Comment faut-il expliquer notamment que l'importance de la dette, comme l'un des facteurs du processus d'accumulation primitive et permanente du capital et comme l'un des obstacles principaux au développement de l'Amérique latine, ait été ignorée pendant plus d'un siècle ? Pourtant, nous estimons avoir démontré ailleurs que le paiement des amortissements et des intérêts a oscillé au siècle dernier entre 20 et 30% des exportations et que ce pourcentage a atteint 40% au XX<sup>e</sup> siècle et plus de 60% dans la décennie entre 1975 et 1985. En d'autres termes, pendant toute notre histoire républicaine, les peuples latino-américains ont dû supporter une dette dont le service correspondait à presque la moitié des exportations.

C'est fondamentalement la référence constante au modèle de développement européen qui a bloqué la majorité de nos chercheurs qui, en ayant une conception unilinéaire de l'histoire, ont transféré leur schéma au « nouveau monde ». Le malheur est que les Européens n'ont pas non plus une théorie de l'économie politique de valeur universelle : leur conception reste eurocentrée. Cette carence ne pourra être surmontée que par la contribution des chercheurs d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et par un échange de réflexions entre ceux-ci et leurs collègues des Etats-Unis et de l'Europe aussi bien de l'ouest que de l'est.